

En accueillant cette discussion, *Ricerche di Storia Politica* permet un vrai dialogue transnational sur le thème de la France contemporaine et symbolise ainsi ce que nous souhaitons faire avec ces ouvrages : porter un regard non « national » sur l'histoire récente de la France. C'est donc une chance de pouvoir mener cet échange : que la rédaction de la revue et tout particulièrement Michele Marchi en soient vivement remerciés.

Le compte-rendu de lecture proposé par Michele Marchi permet de bien saisir les enjeux de ces volumes, en particulier en matière politique qui intéresse spécialement la revue. Tout d'abord, s'il s'agit bien d'une histoire « de la France », on ne peut plus la concevoir sans sa dimension à la fois européenne et mondiale. Si le dernier volume s'intitule *La France à l'heure du monde*, c'est bien parce que le « monde » structure le questionnement, dans la diversité des influences globales qui forment la réalité de notre contemporanéité. En second lieu – et là aussi Michele Marchi l'a relevé –, la définition du politique y est plus étendue que dans sa conception classique. L'influence de Pierre Rosanvallon en la matière ne saurait être négligée, lequel définit la politique comme un *champ* et un *travail*, soit tout à la fois le lieu où se constitue une *cit*é et le processus par lequel une population devient une *communauté*, partageant du commun.

De surcroît, si ces ouvrages ont – sans proclamation trop péremptoire – l'ambition de proposer une histoire « totale », dans ses dimensions sociales, économiques et culturelles, le politique y est partout présent, comme si le slogan des années 1970, « tout est politique », avait gardé sa pleine part de vérité. Car le politique ne se retrouve pas seulement dans la case « histoire politique » des régimes et des gouvernements, mais aussi dans la façon dont le corps, la sexualité, les mœurs sont érigés en objets politiques, tout comme la santé ou l'école ; dans la manière encore dont l'art, la littérature, le cinéma prennent aussi leur part de politique et donc d'engagement.

Michele Marchi a raison de souligner qu'au fond, la rupture chronologique choisie pour séparer les deux derniers volumes peut paraître relever d'une histoire politique très classique : 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir avec l'élection de François Mitterrand. En réalité, au-delà de cet événement, la rupture est nette à bien d'autres égards qui apparaissent tout aussi essentiels. Le début des années 1980 signe la fin des années 1970 : derrière cette lapalissade, nombre de déterminants fondamentaux se dessinent. La période que les historiens ont pris coutume de nommer « les années 1968 » avait été marquée par une forte contestation, généralisée, jalonnée de très nombreux mouvements sociaux luttant pour des formes diverses d'émancipation. Au contraire, les années 1980 sont bien davantage caractérisées par une forme de réaction : réaction, au sens strict, à la période précédente, mais réaction aussi au sens politique. Désormais, il s'agit d'accepter le monde tel qu'il va, avec davantage de résignation et beaucoup moins de contestation. Ce monde s'impose sous le sceau du néolibéralisme, importé en Europe occidentale, et en France notamment, en ce début des années 1980 : les tenants et aboutissants n'en sont pas seulement économiques, mais bel et bien politiques. Il y a là une rupture forte, aussi décisive que le changement au sommet du pouvoir.

Par conséquent, comme le note Michele Marchi, la réflexion sur la chronologie mêle plusieurs attentes, en ce qui concerne l'histoire politique. Certes, les rythmes électoraux donnent une impulsion qui paraissent s'imposer avec évidence, entre cohabitations et alternances. Mais il s'agit aussi de décaler cette chronologie officielle et « par le haut ». Pour citer un exemple, la date de 1983, considérée généralement comme le moment d'un « tournant », celui dit de « la rigueur », est dans ce volume revisitée ; en effet, il semble qu'il y ait eu bien moins tournant que succession d'inflexions dans la manière dont s'est imposée une politique dite de l'offre, plaçant au cœur de ses objectifs la vitalité des entreprises et leur compétitivité. Autre exemple qui permet de conclure à une certaine ouverture dans le traitement du sujet politique : ainsi que le relève Michele Marchi, la date de 1995 est traitée comme un moment très important, non pas tant en raison de l'élection de Jacques Chirac à la

présidence de la République, mais de par l'ampleur des mobilisations qui ont eu lieu cette année-là et qui ont rouvert un cycle de contestation. C'est là une tout autre manière de faire de la politique, « par le bas », dans le quotidien d'une implication. Or c'était aussi le souhait de ce livre que de pouvoir en mesurer et l'importance et les effets.

Ludivine Bantigny